



Déclaration du SNUipp-FSU54 CAPD DU 2 JUIN 2017



Depuis le début de cette année scolaire, nous vous avons souvent interpellé, en audience, dans les différentes instances, sur la dégradation des conditions de travail des enseignants, et sur la difficulté croissante à exercer sereinement notre métier.

L'absence de formation continue, la mise en œuvre de nouveaux programmes sans réel accompagnement, des RASED exsangues, des effectifs par classe toujours trop élevés, des relations Ecoles/Familles qui tendent à se dégrader, l'empilement de dispositifs divers et multiples qui ne font pas sens, une réforme des rythmes scolaires qui a désorganisé le fonctionnement des écoles et renforcé le pouvoir des municipalités, une non reconnaissance du travail invisible de l'enseignant, tous ces points sont autant d'éléments qui complexifient nos missions, voire qui génèrent des formes de mal être au travail.

Lutter contre les inégalités et pour la réussite de tous nos élèves impose d'agir sur le fond. Cela passe indiscutablement par le fait d'afficher une vraie confiance dans la professionnalité des enseignants.

Nos inquiétudes sont donc grandes quant à la prise en compte des préoccupations actuelles de notre profession. Et on ne peut pas affirmer que ces inquiétudes aient été levées au lendemain de l'élection présidentielle. Car pour le SNUipp-FSU, le temps de l'école ne peut pas être celui du politique.

Les nouvelles mesures sur l'éducation prioritaire et les rythmes scolaires tendent à se préciser pour la rentrée prochaine. Dans cette situation, le SNUipp-FSU rappelle ses exigences et demande au nouveau ministre de l'Education Nationale de prendre le temps de la concertation car dans un contexte de fortes inégalités scolaires, les priorités affichées semblent se limiter à renforcer le pouvoir des maires sur l'organisation de la semaine scolaire et au dédoublement des CP en REP+ par redéploiement du dispositif des PDMQDC. Sans prendre à aucun moment l'avis des personnels.

Le plus de maîtres que de classe, levier pour transformer l'école, a permis la relance du collectif de travail. Les premiers éléments de la recherche montrent des effets bénéfiques sur le climat de classe et la posture d'élève et 86% des enseignants plébiscitent la mesure selon l'enquête du SNUipp-FSU publiée en janvier dernier. Le SNUipp-FSU est porteur d'une réduction d'effectifs (20 élèves/classe) dans l'Education Prioritaire, pour autant il s'oppose à l'abandon du Plus de Maitre et à tout redéploiement. Nous revendiquons une baisse des effectifs dans toutes les classes sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, dans cette période de mouvement, nous entendons faire respecter les droits des personnels quant à leur affectation.

Concernant les rythmes, le SNUipp-FSU s'est toujours opposé à cette réforme. Il a voté contre le décret, mobilisé les personnels et exigé son abandon. Pour autant, il refuse que le pouvoir des maires sur l'école soit renforcé ce qui aggraverait les inégalités et la concurrence entre les écoles et désorganiserait le service public. Nous demandons que les avis des enseignants et des conseils d'école soient réellement pris en compte.

Dans un contexte bien difficile pour les personnels, la politique éducative doit être lisible. Or, les effets de balanciers sur les contenus des réformes sont loin d'y contribuer.

Aussi, nous nous inquiétons des décisions prises en CTSD puis modifiées hors instances : les écoles Vautrin de Maxéville devaient être labellisées REP+ suite au passage du collège Jean Lamour en REP+, et en pleine saisie des vœux du mouvement, les écoles ont été déclassées. La colère des collègues est grande.

De même, sur le CAPPEI, les collègues ont dû manifester leur éventuel intérêt pour une formation hypothétique ! Que de conditionnels ! Les collègues doivent en plus se positionner sur des postes d'ici le 6 juin alors que les postes gelés pour préparer la formation ont été décidés unilatéralement et mal répartis sur le département, alors qu'aucune information ne leur a été donné quant au déroulé de la formation, la réunion d'information ne s'étant pas tenue.

Nous tenons à attirer votre attention, une nouvelle fois, sur la difficulté pour les collègues de joindre les services de la DSDEN dans cette période du mouvement alors que leurs questionnements sont nombreux. Il en est de même sur les incertitudes d'octrois des temps partiels qui impactent la vie professionnelle et personnelle des enseignants.

Porter une école inclusive nécessite de permettre à tous les élèves qui peuvent bénéficier d'un dispositif spécialisé d'y avoir matériellement réellement accès. Or, cela ne serait plus le cas, à la rentrée prochaine, pour les élèves orientés en ULIS école et collège sur la métropole du Grand Nancy puisque la prise en charge du transport de ces élèves va être supprimée. Le SNUipp-FSU ne peut que dénoncer une telle décision.

De même, le mail arrivé dans toutes les écoles concernant les nouvelles modalités de gestion des transports des élèves ne peut que nous effarer : la région Grand-Est s'adresse directement aux directeurs d'écoles via des injonctions ! Nous sommes fonctionnaires d'Etat et non soumis à des prérogatives directes de la région. Nous souhaitons que la situation soit clarifiée rapidement, car en période de réflexion sur l'allègement des tâches de directeurs, nous ne saurions accepter de telles dispositions.

A la veille de cette fin d'année scolaire, les préoccupations de la profession doivent être entendues. N'oublions pas que les situations de souffrance au travail se multiplient et qu'il appartient à notre Institution d'accompagner chaque fois que nécessaire les collègues, les écoles et de leur apporter des réponses concrètes et pérennes.

Le SNUipp-FSU attend que le nouveau Président et son ministre prennent la mesure des exigences de la profession et appelle au dialogue social tant nationalement que départementalement, indispensable à toute évolution du système éducatif, car le temps de l'école n'est pas celui du politique.